

Le droit à la réunification familiale dans la doctrine sociale de l'Eglise / Giorgio Filibeck. — Extrait de :
Revue juridique de l'USEK. — N° 5 (1997), pp. 5-10.

I. Famille. II. Institutions sociales. III. Doctrine sociale de l'Eglise.

PER L1311 / FD56580P

LE DROIT À LA RÉUNIFICATION FAMILIALE DANS LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE

PAR

Giorgio FILIBECK
Conseil Pontifical "Justice et Paix"
Cité du Vatican

La réunification familiale est considérée par la doctrine sociale de l'Église (DSE) comme un droit dont est titulaire non seulement le membre individuel de la famille mais aussi le sujet collectif détenteur de droits qu'est la famille.

La reconnaissance de la cellule familiale comme un sujet de droit est une caractéristique de la DSE et devance largement l'affirmation correspondante contenue dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, proclamée par les Nations Unies en 1948: *"La famille constitue l'élément naturel et fondamental de la société et elle a droit à la protection de la société et de l'État"* (art. 16.3).

On peut considérer la Rerum Novarum (15 mai 1891) comme un point de référence obligatoire pour l'enseignement de l'Église en la matière. Léon XIII reconnaît dans la famille *"la société domestique, petite mais véritable société, antérieure à toute société civile, détentrice de droits et de devoirs indépendants de l'État"*.

Et quel droit est plus "naturel" pour un mari et une épouse que celui de vivre ensemble, avec leurs enfants? C'est à cette conception de la famille que se réfère Pie XII, dans son message radiophonique du 1^{er} juin 1941, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Rerum novarum; après avoir parlé du caractère inévitable de l'émigration, il affirme que *"le droit de la famille à un espace vital doit être respecté"*.

Dans son message radiophonique de Noël, le 24 décembre 1952, Pie

XII revient sur le thème et parle d'un "droit naturel de la personne à ne pas se voir interdire l'émigration comme l'immigration", dénonçant les mesures qui tendent à ne pas reconnaître ce droit "prétextant un bien commun mal compris ou mal appliqué": ce sont des paroles fortes qui sont encore aujourd'hui de grande actualité, même si le contexte géopolitique a profondément changé.

Jean XXIII évoque le drame des familles dispersées dans son message radiophonique pour l'année mondiale des réfugiés (28 juin 1959) et déplore encore, dans sa première encyclique, la séparation forcée des membres d'une même famille, encourageant les initiatives internationales destinées "faciliter par tous les moyens la reconstruction des cellules familiales qui seule pourra garantir efficacement le bien religieux, moral et économique des émigrés, et sans aucun doute profiter aux pays qui les accueillent" (*Ad Petri cathedram*, 29 juillet 1959, IV^e partie).

La sollicitude du Pape Roncalli vis-à-vis du problème se manifeste également dans l'affirmation explicite du droit de la famille de l'émigration (Encyclique *Mater et magistra*, 15 mai 1961, I^e Partie).

Le Souverain Pontife insiste sur l'importance de la dimension familiale, également présente dans le cadre de la pastorale pour l'émigrant. En voici pour preuve le discours prononcé par le préfet de la Sainte Congrégation Consistoriale: "*Ceux qui se préoccupent des émigrés et des réfugiés n'oublieront pas que la famille demeure pour l'émigrant un refuge intangible, au sein duquel il récupère ses forces, se retrouve, et tire l'énergie nécessaire pour de nouveaux efforts. La famille est aussi, comme chacun sait, la meilleure possibilité d'intégration d'un migrant dans une communauté humaine; c'est pourquoi nous recommandons vivement aux institutions religieuses et civiles de favoriser le regroupement des cellules familiales, même si cela doit se faire aux prix de grands sacrifices, de leur offrir des logements décentes et de se donner les moyens afin de pourvoir à l'ouverture de crèches et d'écoles catholiques*" (20 octobre 1961).

Jean XXIII reprend également ce thème dans sa dernière encyclique en se référant plus particulièrement aux réfugiés politiques. Après avoir rappelé que le réfugié "*est une personne, avec sa dignité, avec tous ses droits. Ceux-ci doivent lui être reconnus*", le Pape précise: "*Aussi bien est-ce un droit inhérent à la personne humaine que la faculté de se rendre en tel pays où on espère trouver des conditions de vie plus convenables pour soi et pour sa famille; in incombe donc au gouvernement d'accueillir les immi-*

grants et, dans la mesure compatible avec le bien réel de leur peuple, d'encourager ceux qui désirent s'intégrer à la communauté nationale" (*Pacem in terris*, 11 avril 1963, III^e partie).

Le Concile Vatican II n'a pas manqué de reconfirmer solennellement le précédent enseignement en la matière. D'une part, le décret sur l'apostolat des laïcs, sur la question de la famille, demande qu'en présence de mouvements migratoires "*la cohabitation domestique soit absolument garantie*" (*Apostolicam actuositatem*, 18 novembre 1965, n° 11). D'autre part, la constitution pastorale sur l'Église dans le monde contemporain demande aux pouvoirs publics d'aider les travailleurs provenant d'autres nations ou régions afin "*qu'ils puissent accueillir après d'eux leurs familles et se procurer un logement décent*" (*Gaudium et spes*, 7 décembre 1965, n° 66). En outre, dans ce même texte, les institutions internationales sont sollicitées afin qu'elles apportent "*un soulagement aux nécessités des réfugiés de toutes les parties du monde, ou des émigrés et de leurs familles*" (*Idem*, n° 84).

Paul VI non seulement promulgue ces documents conciliaires mais réaffirme, dans le discours qu'il tient face aux participants à la rencontre organisée à Ariccia par le Conseil Supérieur de l'Émigration, ce que ces prédécesseurs ont enseigné: les difficultés suscitées par les mouvements d'une population doivent être affrontées à travers des mesures administratives et législatives destinées à sauvegarder la dignité des travailleurs et de leurs familles; il ajoute: "*... Les autorités responsables ont l'important devoir de veiller avec soin à l'accueil et à l'installation d'émigrants, à leur logement sans oublier la réunification la plus rapide possible de leurs cellules familiales*" (6 septembre 1965). Le Pape Montini, dans sa Lettre apostolique Octogesima adveniens (14 mai 1971) parle encore du droit à l'émigration et de l'urgence pour les travailleurs émigrés de pouvoir disposer d'un "logement décent", où "ils puissent être rejoints par leurs familles" (n° 17).

L'enseignement de l'Église dans ce domaine est résumé dans l'Instruction de la Sainte Congrégation pour les Évêques sur la pastorale des migrants, publiée le 22 août 1969 (n° 7) et reprise, dix ans plus tard (26 mai 1978) dans la Lettre circulaire intitulée "Église et Mobilité humaine" adressée aux Conférences Épiscopales par la Commission Pontificale pour la pastorale des migrations et du tourisme (n° 17).

Le Magistère de Jean Paul II contient de nombreuses références au droit en question. Dans son enseignement, le principe qui veut que la fa-

mille en tant que telle soit un sujet de droits est particulièrement accentué. Le premier synode des Évêques de son pontificat a eu pour thème la famille, ce qui est tout à fait significatif. Dans ce contexte, la DSE est ultérieurement développée autour de ce thème et l'Exhortation apostolique post-synodale *Familiaris consortio* (22 novembre 1981) souligne cette tendance; dans celle-ci, le Saint Père fait sienne la demande formulée par le synode d'élaborer une "Charte des droits de la famille", et parle des familles des migrants, invitant l'Église à "faire appel à la conscience des citoyens et à tous ceux qui ont une autorité dans la vie sociale, économique et politique, afin que... les familles soient le plus tôt possible réunies" (n° 77). Deux ans plus tard, la Charte des droits de la famille sera publiée (22 octobre 1983); l'article 12b de la Charte prévoit que *"les travailleurs migrants ont le droit de voir leurs familles les rejoindre aussitôt que possible"*.

On trouve également une référence au problème de l'émigration dans le *Laborem exercens* (14 septembre 1981): *"...même si l'émigration est sous certains aspects un mal, celui-ci est, en des circonstances déterminées, ce que l'on appelle un mal nécessaire. On doit tout faire - et on fait assurément beaucoup dans ce but - pour que ce mal au sens matériel ne comporte pas de plus importants dommages au sens moral, pour qu'au contraire, et autant que possible, il apporte même un bien dans la vie personnelle, familiale et sociale de l'émigré..."* (n° 23).

Pour le Pape, le phénomène migratoire comporte des aspects humanitaires qui préoccupent l'Église; parmi ceux-ci, la situation des personnes auxquelles on refuse la possibilité de se réunir la propre famille (voir le discours au Corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège, 15 janvier 1983).

Jean Paul II ne cesse de revenir sur cet aspect du sujet. Ainsi, dans son discours adressé la Réunion Plénière de ce Conseil Pontifical, le 11 avril 1991, après avoir souligné l'engagement de l'Église *"pour un ajustement de la législation nationale et internationale touchant aux droits fondamentaux de chaque être humain à la vie, à une patrie, à la famille..."*, le Pape cite la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles, principal instrument juridique grâce auquel se trouve protégée l'unité de la famille des travailleurs migrants (malgré une formulation plutôt vague, art. 44).

Au terme de ce bref "examen", il est juste de citer, last but not least, le document préparé par votre Dicastère, en collaboration avec le Conseil Pontifical *Cor Unum*, et publié en 1992 sous le titre: "Les réfugiés, un défi

à la solidarité”, où il est explicitement affirmé: “puisque la famille est la cellule de toute société, il faudra favoriser la réunification des familles des réfugiés” (n° 12).

Trois ans après la publication de ce document, force nous est de reconnaître qu’il s’agit véritablement d’un défi, d’un défi dramatique.

Il n’est pas facile, dans le climat politique et culturel qui s’est développé ces derniers temps, de parler d’un droit à la réunification familiale. En particulier, d’un point de vue sociologique, on assiste, comme chacun sait, dans les pays devenus les destinations de flux migratoires, à une attitude de fermeture et de rejet vis-à-vis des migrants en général. D’un point de vue anthropologique, l’affaiblissement progressif du concept de famille comme unité de base de la société rend de plus en plus difficile la revendication d’un droit à la réunification face à une opinion publique qui semble avoir oublié le sens fondamental de la réalité familiale et qui s’oriente chaque jour davantage à reconnaître des formes d’agrégation familiale vagues et changeantes, quand elles ne sont pas disjointes. Enfin, d’un point de vue juridique, les États-Partis de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles, citée ci-dessus, n’étaient, à la date du 31 mai 1995, que 4. Le fait qu’il s’agisse du plus bas nombre d’adhésions à un instrument juridique dans le domaine des droits de l’homme en dit long.

Dans ce contexte, c’est sans doute l’aspect anthropologique qui provoque le plus d’inquiétudes. Jean Paul II, dans son encyclique *Centesimus annus* (1^{er} mai 1991), indique parmi les principaux droits de l’homme celui de “vivre dans une famille unie” (n° 47): mais comment défendre efficacement un tel droit si avant même d’être codifié dans la législation, il ne trouve pas sa place dans les consciences?

À bien y regarder, la reconnaissance du droit à la réunification des familles des migrants ne constitue qu’un reflet, une application du principe de l’unité de toute famille, de toutes les familles.

Comment repenser aux communautés chrétiennes de notre temps, l’image de la Sainte Famille en fuite vers l’Égypte, sous le signe de laquelle s’ouvre, avec un naturel qui aujourd’hui n’apparaît plus si évident, la constitution apostolique de Pie XII *Exsul Familia* (1^{er} août 1952) - le premier document formel du Magistère où sont tracées les grandes lignes d’une pastorale des migrants - pour qu’elle devienne le modèle inspirateur du service offert par l’Église dans ce domaine?

Voici donc que l'unité de la famille du migrant devient une pierre de touche pour éprouver l'authenticité du tissu social chrétien. Voici donc que la défense de ce principe devient un puissant collant pour l'édification d'une communauté chrétienne véritablement accueillante, capable d'évaluer avec réalisme et équilibre les obstacles qui s'opposent à la garantie d'un tel droit, sans perdre pour autant la richesse de la propre tradition.